

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

LOT N° 3

ASSURANCE TOUS DOMMAGES AUX OBJETS PRÉCIEUX ET/OU D'EXPOSITION

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte :

- ⇒ les conditions particulières,
- ⇒ les conditions générales PROTECTAS.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

ASSURANCE TOUS DOMMAGES AUX OBJETS PRÉCIEUX ET/OU D'EXPOSITION

Numéro de contrat :

En complément des conditions générales « assurance tous dommages aux objets précieux et/ou d'exposition » PROTECTAS jointes, les présentes conditions particulières ont pour objet de définir les garanties, montants de garantie et franchises du contrat, ses modalités de gestion ainsi que celles des sinistres, et ce par dérogation à toute autre stipulation moins favorable.

IDENTIFICATION DU CONTRAT

SOUSCRIPTEUR - ASSURÉ

Ce contrat est conclu entre :

Assureur

Mentionné à l'acte d'engagement

Et

Souscripteur assuré

Centre des Monuments Nationaux
Hôtel de Sully - 62 Rue Saint-Antoine
75186 PARIS CEDEX 04

Le souscripteur est représenté par sa Présidente en exercice.

Il agit tant pour son compte que pour le compte de qui il appartient (organisateurs, coproducteurs, etc.), la garantie s'appliquant aux objets appartenant à l'assuré et aux divers prêteurs et dépositaires.

ACTIVITÉS

Toutes activités de l'assuré et de ses services y compris les activités connexes de toutes natures.

SITUATION DES RISQUES

Les biens peuvent se trouver dans des bâtiments dont l'assuré est propriétaire, locataire et/ou occupant à quelque titre que ce soit ou dans des bâtiments appartenant à des tiers.

PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT, PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Ces informations sont mentionnées à l'acte d'engagement.

ETENDUE DE LA COUVERTURE

Les garanties effectivement retenues sont précisées à l'acte d'engagement.

TOUS DOMMAGES AUX EXPOSITIONS TEMPORAIRES

Les garanties sont acquises dans les conditions suivantes :

- Lieux de l'assurance : divers bâtiments, sites ou monuments dont l'assuré a en charge la gestion, lui appartenant ou occupé par lui.
- Montant de garantie : **20 000 000 €** par exposition

Il est convenu que le montant de garantie ci-avant est automatiquement augmenté dans la limite de 25 % sur déclaration préalable de l'assuré.

Pour les augmentations supérieures à 25 %, l'assuré doit obtenir l'accord préalable de l'assureur.

TOUS DOMMAGES AUX EXPOSITIONS TEMPORAIRES EN PLEIN AIR

Les garanties sont acquises dans les conditions suivantes :

- Lieux de l'assurance : expositions ou manifestations organisées en plein air et en tous lieux sous la direction de l'assuré.
- Montant de garantie : **200 000 €** par exposition

TRANSPORT

Le montant de garantie est fixé à **20 000 000 €** par transport.

TOUS DOMMAGES AUX OBJETS D'ART ET/OU PRÉCIEUX

La garantie est accordée de façon permanente à l'ensemble des objets assurés appartenant à l'assuré ou à des tiers (objets d'art et précieux, tableaux, sculptures, poteries, céramiques, œuvres confectionnées dans tous types de matériaux, bijoux, collections permanentes, réserves, œuvres en dépôts, etc.) contenus ou exposés dans les lieux suivants, pour les montants suivants :

- Hôtel de la Marine : **10 000 000 €** par sinistre
- Château d'Aulteribe : **7 000 000 €** par sinistre
- Abbaye de Beaulieu-en-Rouergue : **10 000 000 €** par sinistre
- Château d'Oiron : **4 500 000 €** par sinistre
- Palais du Tau : **10 000 000 €** par sinistre
- Hôtel de Lunas : **5 000 000 €** par sinistre
- Réserve de Clunyprix : **5 000 000 €** par sinistre
- Réserve de Graveson : **4 000 000 €** par sinistre
- Réserve externalisée au boulevard Ney à Paris : **2 500 000 €** par sinistre
- Réserve externalisée de Saint-Denis : **7 000 000 €** par sinistre
- Autres bâtiments, sites et monuments dont l'assuré a en charge la gestion ou lui appartenant ou sont entreposés ses collections : **2 000 000 €** par sinistre.

Il est convenu que les montants de garantie constituent une limitation contractuelle d'indemnité au sens d'un premier risque absolu avec dérogation à la règle proportionnelle.

MISE À DISPOSITION D'ŒUVRES

Exclu

FRANCHISES

Le montant des franchises est fixé à l'acte d'engagement.

DÉCLARATIONS

Pour la garantie « transport », le souscripteur doit effectuer une déclaration préalable. Cette déclaration comportera les éléments suivants :

- les lieux de départ et d'arrivée,
- la liste des objets et l'indication de leur valeur unitaire et totale (il est convenu que la valeur déclarée est approximative dans la limite de 30 %),
- la classification « fragile » ou « non fragile » des objets.

Pour la garantie « tous dommages aux objets d'art et précieux », le montant de garantie étant un premier risque, aucune déclaration n'est effectuée en cas de modification de la liste des œuvres transmise à la souscription.

PRIMES

Les taux de prime HT et la prime annuelle à la souscription sont fixés à l'acte d'engagement et leurs modalités d'évolution aux conditions générales.

Il est précisé que pour le calcul des primes, sont considérées comme « non fragiles » les toiles, les papiers, le bois, les métaux (sauf la fonte), les tissus, et comme « fragiles » la pierre, le marbre, la fonte, l'ivoire, les verreries, les émaux, le plexiglas, la céramique, la porcelaine, les terres cuites, les poteries, le plâtre, les glaces, la cire, l'albâtre, et tout objet constitué, en tout ou partie, de ces matières de même que les bijoux, pierres précieuses et métaux précieux.

Il est convenu que l'assuré décide de la qualification « fragile » ou « non fragile » applicable à chaque œuvre et l'assureur reconnaît cette qualification comme exacte et non contestable.

CONVENTIONS SPÉCIFIQUES

Il est précisé que pour les œuvres qui sont réalisées spécifiquement pour une exposition et sont destinées à être détruites à la fin de l'exposition, les garanties débutent lorsque l'œuvre est terminée, et sont limitées aux seuls frais de restauration et de reproduction.

En complément des conditions générales, il est précisé que les emballages peuvent également être effectués par les collaborateurs/assistants de l'artiste.

PRESTATIONS DE GESTION OBLIGATOIRES

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à apporter son conseil en cas de besoin pour l'analyse des exigences particulières requises par certains prêteurs et garanties d'Etat sans supplément de prime.

Il est établi à la prise d'effet du contrat une note synthétique de présentation des garanties que l'assuré peut notamment communiquer aux prêteurs qui en font la demande. Cette note synthétique est traduite, sans surprime, en langue anglaise.

DÉCLARATION DE SINISTRE

La déclaration de sinistre peut être transmise par téléphone (avec confirmation écrite), par courrier ou par mail.

Toute déclaration de sinistre fait l'objet sous 72h ouvrées d'un accusé de réception donnant les références du sinistre et les coordonnées de l'interlocuteur chargé du suivi.

Les dossiers sinistres sont tous suivis par le même interlocuteur. La gestion du contrat est également effectuée par un interlocuteur unique. La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à communiquer à l'assuré les coordonnées des référents en charge de la gestion du contrat et des sinistres et de leurs remplaçants.

ECHANGES AVEC LES TIERS

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à adresser à l'assuré à sa demande une copie des courriers envoyés aux tiers ou reçus d'eux.

ATTESTATIONS D'ASSURANCE

L'assureur s'engage à délivrer des attestations d'assurance aux prêteurs et aux emprunteurs à la demande de l'assuré, sous un délai de 72 h à compter de la demande de l'assuré.

Les attestations d'assurance précisent les dates d'exposition, la période couverte par la garantie, les valeurs agréées et les taux de cotisation appliqués.

Sur simple demande de l'assuré et sans surprime, ces attestations d'assurances sont traduites en langue anglaise.

BILAN DE SINISTRALITÉ

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance présente, à la demande de l'assuré, un bilan annuel sous format numérique (fichier tableur) avec mise à jour des évaluations et recours.

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance propose une rencontre annuelle, sur site ou par visioconférence, pour faire un bilan de la sinistralité.

PRÉSENTATION DES QUITTANCES

La quittance présentée à l'échéance par la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance doit faire apparaître :

- l'assiette de prime retenue (pour les garanties concernées),
- le taux de prime HT,
- la prime HT,
- le détail et le montant des taxes,
- la prime TTC,
- le montant du marché.

La quittance présentée le cas échéant pour la régularisation de prime comporte la synthèse des avenants d'aliments intervenus au cours de l'exercice concerné :

- la valeur totale assurée en transport par zone géographique et par qualité des biens (fragile et non fragile),
- la valeur totale assurée en séjour par qualité des biens (fragile et non fragile),
- le nom et la durée de l'exposition,
- les cotisations HT et TTC et le détail des taxes (séjour et transport) par aliment,
- le numéro de marché.

Les factures sont obligatoirement déposées sur Chorus Portail Pro (site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>), conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique relatifs à la facturation électronique. Les identifiants du Centre des Monuments Nationaux sont les suivants :

- SIRET : 180 046 013 00017
- service exécutant : 1301
- n° d'EJ (engagement juridique) : VOIR NOTIFICATION

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires, mentionnés à l'article L. 2192-13, applicable en cas de retard de paiement est égal au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours de laquelle les intérêts moratoires commencent à courir augmentés de huit (8) points de pourcentage.

Conformément à l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, en cas de retard de paiement des factures, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, est due au titulaire.

L'indemnité doit être mentionnée par le titulaire, sur chaque quittance concernée, elle est due par quittance.

CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

Soucieux de limiter l'impact écologique de ses achats, l'acheteur intègre dans les présentes conditions particulières des dispositions environnementales.

POLITIQUE IT

Le titulaire met en place des dispositions permettant de réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations du marché. Il rend compte, à la demande de l'acheteur, des actions réalisées afin de réduire son empreinte écologique en matière :

- d'hébergement et de tri de données ;
- d'hébergement de son intranet, le cas échéant ;
- de gestion des courriels raisonné ;
- de recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché.

Le titulaire communique à l'acheteur dans les 3 mois suivant la notification du marché sa charte informatique ainsi que le nom du réseau de stockage des données.

MATÉRIEL UTILISÉ DANS LE CADRE DU MARCHÉ

Quand cela est possible, le titulaire utilise du matériel affichant un écolabel. Par exemple : ordinateurs utilisés lors de la prestation disposant d'un éco-label de type I (TCO certifiés, EPEAT ou équivalent).

Le titulaire remet à l'acheteur dans les 3 mois suivant la notification du marché la liste du matériel (y compris les équipements informatiques) écolabellisé utilisé dans le cadre du marché, ainsi que les justificatifs.

SUIVI DU MARCHÉ

Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, *etc.*)

CONDITIONS GÉNÉRALES

ASSURANCE TOUS DOMMAGES AUX OBJETS PRÉCIEUX ET/OU D'EXPOSITION

SOMMAIRE

TITRE 1 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE	2
CHAPITRE 1 - TOUS DOMMAGES AUX EXPOSITIONS TEMPORAIRES	2
CHAPITRE 2 - TRANSPORT	2
SECTION 1 - LA GARANTIE	2
SECTION 2 - LE CONDITIONNEMENT DES BIENS.....	3
SECTION 3 - LES TRANSPORTEURS.....	3
CHAPITRE 3 - TOUS DOMMAGES AUX OBJETS D'ART ET/OU PRÉCIEUX	3
CHAPITRE 4 - MISE À DISPOSITION D'ŒUVRES	4
CHAPITRE 5 - EXCLUSIONS	4
 TITRE 2 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES.....	 5
CHAPITRE 1 - FORMATION ET RÉLIATION.....	5
SECTION 1 - FORMATION ET PRISE D'EFFET DU CONTRAT.....	5
SECTION 2 - TRANSFERT DES RISQUES.....	5
SECTION 3 - RÉLIATION DU CONTRAT	6
CHAPITRE 2 - DÉCLARATION DU RISQUE ET DE SES MODIFICATIONS	6
SECTION 1 - A LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT	6
SECTION 2 - EN COURS DE CONTRAT	7
CHAPITRE 3 - PRIMES.....	7
SECTION 1 - TOUS DOMMAGES AUX EXPOSITIONS TEMPORAIRES	7
SECTION 2 - TRANSPORT	8
SECTION 3 - TRANSPORT INTRA-MUROS.....	8
SECTION 4 - TOUS DOMMAGES AUX OBJETS D'ART ET PRÉCIEUX	8
SECTION 5 - PAIEMENT DES PRIMES	8
CHAPITRE 4 - SINISTRES ET INDEMNITÉS	9
SECTION 1 - OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ EN CAS DE SINISTRE	9
SECTION 2 - ESTIMATION APRÈS SINISTRE DES BIENS ASSURÉS	10
SECTION 3 - EXPERTISE - SAUVETAGE	10
SECTION 4 - MODALITÉS D'INDEMNISATION	10
SECTION 5 - RÈGLEMENT DES DOMMAGES ET PAIEMENT DES INDEMNITÉS	11
SECTION 6 - INALIÉNABILITÉ DES COLLECTIONS	11
SECTION 7 - SUBROGATION - RENONCIATION À RECOURS	11
SECTION 8 - PRESCRIPTION.....	11

TITRE 1 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

Les biens assurés par le présent contrat correspondent à l'ensemble et la généralité des œuvres d'art ou objets d'exposition précieux ou non, constitués d'un ou de plusieurs éléments, matériels, objets, substances, mobiliers, textiles, enregistrements sonores, y compris installations audiovisuelles, œuvres audiovisuelles et multimédia (notamment CD-ROM, DVD), œuvres interactives, appareils mobiles ou immobiliers de toute nature que l'assuré en soit propriétaire, locataire, dépositaire ou détenteur à un titre quelconque.

CHAPITRE 1 - TOUS DOMMAGES AUX EXPOSITIONS TEMPORAIRES

L'assureur garantit l'assuré contre toute perte, casse, bris, destruction, détérioration ou dommage de toute nature (notamment vol avec ou sans effraction, incendie, grève, émeutes, mouvements populaires, attentat, sabotage, pillage, intensité anormale d'un agent naturel, tremblement de terre, erreur de manipulation), affectant partiellement ou en totalité les objets assurés sur le lieu de l'exposition.

Les garanties sont acquises pendant toutes les opérations annexes et notamment de manutention, de montage et de démontage des objets assurés et tout lieu de séjour intermédiaire.

L'assureur garantit également les frais rendus nécessaires à l'occasion d'un sinistre, tels que :

- les frais exposés en vue de soustraire les biens assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires, ainsi que les frais de restauration et de réparation de toute nature qui pourraient être exposés à la suite de détériorations et de dommages matériels survenant aux biens qui seraient endommagés au cours, ou à l'occasion de ces mesures,
- les frais de clôture provisoire ou de gardiennage,
- les frais et honoraires des experts que l'assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre.

Il est formellement convenu que les œuvres appartenant à l'assuré ou en dépôt chez lui peuvent être utilisées pour l'organisation d'expositions temporaires.

Si ces œuvres sont assurées au titre de la garantie « tous dommages aux objets d'art et/ou précieux » définie ci-après, leurs valeurs n'entreront pas en compte pour le calcul de la prime « expositions temporaires ».

Les expositions en cours à la date de résiliation ou au terme du contrat, continuent d'être assurées par le présent contrat même au-delà de la date de résiliation ou du terme.

CHAPITRE 2 - TRANSPORT

Il est formellement convenu que la garantie « transport » est acquise indépendamment de la garantie « tous dommages aux expositions temporaires ».

La garantie « transport » intervient ainsi pour tout type de transport ou de déplacement et notamment, outre pour les expositions temporaires, dans le cadre d'expertise, de restauration, d'encadrement, de déplacement entre un musée et une réserve, etc.

Section 1 - La garantie

L'assureur garantit l'assuré contre toute perte, casse, bris, destruction, détérioration ou dommage de toute nature (notamment vol avec ou sans effraction, incendie, grève, émeutes, mouvements populaires, attentat, sabotage, pillage, intensité anormale d'un agent naturel, tremblement de terre, erreur de manipulation), affectant partiellement ou en totalité les objets assurés lors de leur transport.

Les garanties sont acquises dès l'instant où les objets sont saisis (à nu ou en caisse) et ce jusqu'à ce qu'ils soient acheminés et installés au lieu indiqué par l'assuré, depuis leur départ du lieu désigné jusqu'à leur retour au lieu également désigné par l'assuré, y compris séjours intermédiaires et notamment ateliers d'emballage, atelier de soclage, ateliers de restauration, entrepôts, douanes, lieux de transit, etc.

Les garanties sont étendues, en tous lieux, à toutes les opérations de manutention, de montage et de démontage des objets assurés.

La garantie est acquise dans le monde entier.

Section 2 - Le conditionnement des biens

Pour les opérations de transfert, les biens seront protégés de diverses façons : caisses, emballages, conditionnements particuliers réalisés selon les usages de la profession.

Les emballages devront obligatoirement être effectués par des emballeurs professionnels, par le personnel de l'assuré ou par l'artiste lui-même.

Section 3 - Les transporteurs

Les opérations de transport pourront être confiées à des transporteurs spécialisés dans le domaine du transport des œuvres d'art et/ou d'objets précieux ou réalisées directement par l'assuré ou par un tiers accompagné d'un préposé de l'assuré.

Ils pourront avoir la charge de la manutention, de l'emballage, du déballage, du conditionnement, du stockage, des opérations de douane, du transport des biens puis du rangement de ces mêmes biens dans les stockages prévus.

La garantie reste acquise lorsque le transporteur est imposé par le prêteur.

La garantie s'étend à tous modes de transport.

Toutefois, l'assuré s'engage à utiliser ou à faire utiliser un moyen de transport adapté à la nature et à la valeur des œuvres assurées.

Si le transport est réalisé directement par l'assuré, les biens assurés seront transportés à l'intérieur d'un véhicule entièrement clos.

Chaque transport sera réalisé au minimum par deux personnes dont une se tiendra en permanence dans le véhicule.

En cas d'arrêt ou d'immobilisation du véhicule, il sera pris toute mesure de surveillance ou de protection des objets assurés.

Les transports d'œuvres par voie ferrée, aérienne ou maritime seront en principe effectués par des transporteurs spécialisés. Les transporteurs seront également chargés de leur surveillance pendant tout le temps du transport.

A titre exceptionnel, ces transports pourront être réalisés par le personnel de l'assuré.

CHAPITRE 3 - TOUS DOMMAGES AUX OBJETS D'ART ET/OU PRÉCIEUX

L'assureur garantit l'assuré contre toute perte, casse, bris, destruction, détérioration ou dommage de toute nature (notamment vol avec ou sans effraction, incendie, grève, émeutes, mouvements populaires, attentat, sabotage, pillage, intensité anormale d'un agent naturel, tremblement de terre, erreur de manipulation), affectant partiellement ou en totalité les objets d'art et précieux contenus dans les locaux et bâtiments mentionnés aux conditions particulières.

Les garanties sont acquises pendant toutes les opérations annexes et notamment de manutention, de montage et de démontage des objets assurés et tout lieu de séjour intermédiaire.

L'assureur garantit également les frais rendus nécessaires à l'occasion d'un sinistre, tels que :

- les frais exposés en vue de soustraire les biens assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires, ainsi que les frais de restauration et de réparation de toute nature qui pourraient être exposés à la suite de détériorations et de dommages matériels survenant aux biens qui seraient endommagés au cours, ou à l'occasion de ces mesures,
- les frais de clôture provisoire ou de gardiennage,
- les frais et honoraires des experts que l'assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre.

Il est formellement convenu que les garanties sont accordées :

- pour l'ensemble des œuvres appartenant à l'assuré ou à des tiers, que celles-ci soient exposées, mises à disposition, données dans le cadre d'une donation ou d'un legs, en transit, en dépôt, stockées ou entreposées dans une réserve/un local de stockage, etc.,
- pour l'ensemble des œuvres qui n'ont pas fait l'objet (ou pas encore fait l'objet) d'une valorisation,
- pour les œuvres faisant l'objet d'un dépôt ou d'un prêt de longue durée.

CHAPITRE 4 -MISE À DISPOSITION D'ŒUVRES

La garantie est acquise pour des œuvres d'art ou biens précieux mis à disposition temporairement du souscripteur pour différents travaux, prestations, usages (exemples : reproduction, encadrement, réparation) à l'exclusion d'expositions, sans qu'il soit nécessaire pour le souscripteur d'en faire la déclaration.

L'assureur garantit l'assuré contre toute perte, casse, bris, destruction, détérioration ou dommage de toute nature (notamment vol avec ou sans effraction, incendie, grève, émeutes, mouvements populaires, attentat, sabotage, pillage, intensité anormale d'un agent naturel, tremblement de terre, erreur de manipulation), affectant partiellement ou en totalité les objets d'art et précieux contenus dans des bâtiments appartenant à l'assuré ou occupés par lui.

Les garanties sont acquises pendant toutes les opérations annexes et notamment de manutention, de montage et de démontage des objets assurés et tout lieu de séjour intermédiaire.

L'assureur garantit également les frais rendus nécessaires à l'occasion d'un sinistre, tels que :

- les frais exposés en vue de soustraire les biens assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires, ainsi que les frais de restauration et de réparation de toute nature qui pourraient être exposés à la suite de détériorations et de dommages matériels survenant aux biens qui seraient endommagés au cours, ou à l'occasion de ces mesures,
- les frais de clôture provisoire ou de gardiennage,
- les frais et honoraires des experts que l'assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre.

CHAPITRE 5 -EXCLUSIONS

Sont seuls exclus :

- **les dommages causés par la faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré ou avec sa complicité,**
- **les sinistres causés par la guerre étrangère, guerre civile,** sauf lorsque les objets sont en cours de transport/transit, **la confiscation légale des objets assurés,**

- **les dommages dus aux effets directs ou indirects d'explosions, de dégagements de chaleur, d'irradiations provenant de la transmutation de noyaux d'atomes ou de la radioactivité ainsi qu'aux effets de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules,**
- **les détériorations causées par l'usure normale** (toutefois, sont couverts la perte ou les dommages résultant de l'usure du fermoir, de la monture ou de tout autre objet servant à fixer, porter ou contenir un objet assuré),
- **les dérangements mécaniques et/ou les dommages subis par les objets ou appareils de toute nature par suite de leur fonctionnement,**
- **les œuvres exposées ou entreposées à l'extérieur des bâtiments** sauf convention expresse contraire,
- **pour les seuls instruments de musique, le bris des cordes, boyaux, pédales, marteaux, crins d'archets, clés et tendeurs de cordes** sauf s'ils sont la conséquence d'un événement accidentel extérieur à l'objet lui-même, **les dommages d'ordre esthétique**, sauf lorsqu'ils génèrent un préjudice économique, **la dépréciation tonique**, sauf après restauration suite à un accident matériel garanti, **les dommages dus à l'humidité, la condensation, la corrosion, la sécheresse, la présence de poussière ou les variations de température.**

Par ailleurs, l'assureur ou le réassureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux Sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse ou par tout autre droit national applicable prévoyant de telles mesures.

TITRE 2 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES

CHAPITRE 1 -FORMATION ET RÉSILIATION

Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat

Le contrat d'assurance est formé dès l'accord des parties. Le marché ou la police d'assurance signé par elles constate leurs engagements réciproques. La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée à l'acte d'engagement. Ces mêmes stipulations s'appliquent à tout avenant au contrat.

Section 2 - Transfert des risques

Toute garantie cesse en cas de transfert total hors des limites de la France métropolitaine, des outre-mer et de la principauté de Monaco. Dans ces cas, la prime échue reste acquise aux assureurs.

En cas de transfert des biens assurés dans une autre localisation de France métropolitaine, des outre-mer et de la principauté de Monaco, la garantie est maintenue.

Section 3 - Résiliation du contrat

§ 1 - Cas de résiliation

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

- par l'assuré ou l'assureur :
 - dans les délais et selon les modalités prévus à l'acte d'engagement,
 - en cas de transfert de propriété de la chose assurée (article L. 121-10 du Code des assurances) et notamment en cas de fusion concernant l'assuré,
- par les assureurs :
 - en cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code des assurances),
 - en cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances),
 - après sinistre, l'assuré ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'assureur (article R. 113-10 du Code des assurances),
- par l'assuré :
 - en cas de disparition des circonstances aggravantes mentionnées dans la police si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas de résiliation par l'assureur d'un autre contrat de l'assuré après sinistre (article R. 113-10 du Code des assurances),
- de plein droit, en cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L. 326-12 du Code des assurances).

Il est convenu que l'assureur ne pourra utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances que dans les conditions suivantes :

- pour autant que le montant des sinistres réglés et raisonnablement provisionnés sur l'exercice en cours soit égal ou supérieur au montant de la prime TTC annuelle de l'exercice en cours,
- la résiliation prend effet à l'expiration du délai de préavis prévu à l'acte d'engagement à compter de sa notification au souscripteur.

§ 2 - Ristourne de prime, indemnité de résiliation

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. Elle doit être remboursée à l'assuré si elle a été perçue d'avance.

§ 3 - Modalités de résiliation

Lorsque l'assuré a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire, à son choix, soit par lettre ou tout autre support durable, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social ou chez le représentant de l'assureur, soit par acte extrajudiciaire. La résiliation par l'assureur doit être notifiée à l'assuré par lettre recommandée.

CHAPITRE 2 - DÉCLARATION DU RISQUE ET DE SES MODIFICATIONS

Section 1 - A la souscription du contrat

Le contrat est établi d'après les déclarations de l'assuré. Sous peine des sanctions prévues ci-après, l'assuré doit en conséquence déclarer toutes les circonstances connues de lui et qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge.

Il est convenu que les valeurs déclarées sont approximatives dans la limite de 30 %.

Section 2 - En cours de contrat

Pour les expositions temporaires, le souscripteur avisera l'assureur de la demande de garantie avant le début de chaque exposition.

La demande de garantie devra comporter tous les éléments d'appréciation du risque et en particulier :

- le lieu de l'exposition, sa date de début, sa durée prévisible,
- la nature de l'exposition,
- les moyens de prévention et de protection contre le vol,
- la liste des objets et l'indication de leur valeur unitaire et totale (il est convenu que la valeur déclarée sera approximative dans la limite de 30 %).

La garantie sera acquise dès la date certifiée de demande de garantie.

Les aliments appliqués à la présente police pourront être assurés en devises étrangères dans la mesure où ces assurances seront autorisées par les lois et règlements en vigueur.

Pour l'application des pleins maxima fixés dans le contrat, les devises étrangères seront converties en euro d'après le cours au jour de la prise d'effet des risques. Les aliments ainsi appliqués demeureront ensuite couverts pour les montants assurés en devises étrangères quelles que soient les variations de change pouvant intervenir.

Les primes seront payables en euro, quelles que soient les devises assurées.

Il est convenu que certaines expositions ou parties d'expositions pourront ne pas être assurées au titre du présent contrat lorsque le prêteur des œuvres imposera son propre système d'assurance.

CHAPITRE 3 - PRIMES

Nonobstant toute autre stipulation, les modalités de calcul des primes sont décrites ci-après.

Section 1 - Tous dommages aux expositions temporaires

La prime provisionnelle annuelle est indiquée à l'acte d'engagement. Elle n'est pas applicable si une ou plusieurs garanties dont la prime est annuelle sont souscrites.

L'assureur établira, à la fin de chaque exercice, une régularisation récapitulant les différents aliments intervenus au cours de l'exercice concerné, la prime étant calculée par application des taux fixés à l'acte d'engagement sur les valeurs assurées selon la durée de l'exposition.

La prime de régularisation est calculée sur la base de ce récapitulatif sous déduction de la prime provisionnelle perçue le cas échéant.

Le taux s'entend par mois d'exposition d'une durée de 30 jours, de date de prise d'effet des garanties à date d'expiration des garanties.

Il est convenu que les primes pour chacune des périodes de garanties seront calculées au prorata temporis et ne seront pas arrondies au mois complet.

Il est convenu que les périodes de transport ainsi que les périodes de stockage qui précèdent ou suivent une exposition ne seront pas prises en compte dans le calcul des cotisations tant que le total de ces périodes n'excède pas 6 mois.

Au-delà de 6 mois et si la durée de stockage excède celle déclarée lors de la transmission de l'avenant d'aliment, il convient de faire une nouvelle déclaration.

L'assureur appliquera les taux de prime mentionnés ci-avant sur la valeur des biens concernés, pour la durée totale de stockage diminuée de 6 mois.

Section 2 - Transport

L'assureur établira, à la fin de chaque exercice, une régularisation récapitulant les différents transports intervenus au cours de l'exercice concerné, la prime étant calculée par application des taux indiqués à l'acte d'engagement sur les valeurs assurées en fonction des lieux de transport et de la nature fragile ou non fragile des objets assurés.

S'il est prévu une prime minimum par exposition temporaire, elle est réputée inclure la prime relative aux transports réalisés dans le cadre de cette exposition.

Section 3 - Transport intra-muros

La prime forfaitaire annuelle est indiquée à l'acte d'engagement.

Section 4 - Tous dommages aux objets d'art et précieux

Si la garantie est acquise sur la base d'un premier risque, la prime forfaitaire est indiquée à l'acte d'engagement.

Si la garantie est acquise à hauteur de la valeur des biens assurés, le taux de prime HT et la prime annuelle à la souscription sont indiqués à l'acte d'engagement.

La prime de chaque exercice sera déterminée par application du taux indiqué à l'acte d'engagement à la valeur des œuvres à l'échéance.

Par ailleurs, à la production des incorporations et retraits, il sera établi un avenant de régularisation de la prime de l'exercice en cours calculé sur la base du taux HT appliqué au solde des valeurs des œuvres incorporées ou retirées de l'assurance (frais et taxes en sus).

Les évolutions de la valeur assurée de 25 % ou moins ne donnent pas lieu à régularisation sur l'exercice précédent.

Les évolutions de la valeur assurée de plus de 25 % donnent lieu à régularisation au prorata temporis aux conditions tarifaires de l'exercice concerné.

Section 5 - Paiement des primes

La prime, ou dans le cas de fractionnement de celle-ci les fractions de prime, les accessoires de prime dont le montant est stipulé au contrat, ainsi que les impôts et taxes, sont payables d'avance au siège de la société ou au domicile de son mandataire éventuellement désigné par elle à cet effet.

Les dates d'échéance sont fixées à l'acte d'engagement.

A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la société, indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, peut, par lettre recommandée valant mise en demeure adressée à l'assuré ou à la personne chargée du paiement des primes à leur dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre (ou sa remise au destinataire justifiée par l'avis de réception si celui-ci est domicilié hors de France métropolitaine).

Le non-paiement d'une fraction de prime entraîne l'exigibilité de la totalité de la prime restant due. Dans ce cas, la suspension de la garantie produit ses effets jusqu'à son entier paiement.

La société a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours visé ci-dessus, par notification faite à l'assuré, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements et normes en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités nécessaires (y compris vote des dépenses).

CHAPITRE 4 - SINISTRES ET INDEMNITÉS

Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre

§ 1 - Cas général

En cas de sinistre, le souscripteur ou l'assuré doit :

- 1°) déclarer le sinistre à l'assureur par écrit (de préférence par lettre recommandée) ou verbalement contre récépissé, dans les cinq jours ouvrés où il en a eu connaissance,
- 2°) prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour limiter l'importance du sinistre et sauvegarder les biens garantis,
- 3°) indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- 4°) fournir à l'assureur dans le délai de trente jours un état des pertes, c'est-à-dire un état estimatif détaillé, certifié sincère et signé par lui, des biens assurés, endommagés, détruits et sauvés,
- 5°) communiquer, sur simple demande de l'assureur et dans le plus bref délai, tous autres documents nécessaires à l'expertise,
- 6°) transmettre à l'assureur, dès réception, tout avis, lettres, convocations, assignations, actes extra-judiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés, concernant un sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Faute par le souscripteur ou l'assuré de se conformer aux obligations prévues ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assureur peut réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que ce manquement peut lui causer.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas de manquement à une obligation lui incombant après la survenance du sinistre, l'assuré n'encourt la déchéance qu'en cas de faute lourde ou d'inexécution intentionnelle de sa part.

Si le souscripteur ou l'assuré effectue de fausses déclarations, notamment exagère le montant des dommages, prétend détruits des biens n'existant pas lors du sinistre, dissimule ou soustrait tout ou partie des biens assurés, emploie comme justification des documents inexacts ou use de moyens frauduleux, l'assuré est entièrement déchu de tout droit à indemnité sur l'ensemble des risques sinistrés, la déchéance étant indivisible entre les divers articles du contrat.

§ 2 - Obligations spéciales en cas de sinistre « vol »

Les stipulations prévues ci-avant sont complétées comme suit :

Sauf impossibilité par cas fortuit ou de force majeure, l'assuré doit, aussitôt qu'il a connaissance du sinistre et même s'il ne paraît pas y avoir a priori de dommages effectifs :

- 1°) faire, par écrit ou verbalement contre récépissé, à l'assureur ou à son agent, la déclaration de chaque sinistre au plus tard dans les cinq jours après que les services de l'assuré en charge de la gestion des assurances en ont eu connaissance (la déclaration indiquera en outre les circonstances connues et le montant approximatif des dommages),
- 2°) prévenir la police locale ou la gendarmerie dans les 48 heures qui suivent la constatation du vol, de la perte ou des détériorations ou adresser un courrier dans les meilleurs délais au Procureur,
- 3°) prêter son concours à l'assureur en vue de faciliter la recherche des malfaiteurs, la récupération des objets dérobés et prendre toutes mesures utiles en vue de la sécurité et de la conservation des objets non volés,

- 4°) dans les 5 jours qui suivent, remettre au commissaire de la police locale ou à la gendarmerie et adresser à l'assureur un état détaillé et estimatif, certifié par lui, des objets volés, la liste exacte des séries et numéros des titres et valeurs disparus, et indiquer le montant des espèces et billets de banque dérobés,
- 5°) déposer une plainte si l'assureur l'exige.

L'assureur ne pourra opposer une déchéance de garantie ou une règle proportionnelle que s'il est prouvé que le non-respect des stipulations ci-dessus lui a causé un préjudice.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas de manquement à une obligation lui incombant après la survenance du sinistre, l'assuré n'encourt la déchéance qu'en cas de faute lourde ou d'inexécution intentionnelle de sa part.

Section 2 - Estimation après sinistre des biens assurés

L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'assuré. Elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes réelles ou de celles dont il est responsable.

La somme assurée ne peut être considérée comme une preuve de l'existence, au jour du sinistre, des biens endommagés, l'assuré est tenu de rapporter cette preuve par tous moyens et documents et de justifier de la réalité et de l'importance du dommage.

Les biens sont estimés sur la base de la valeur déclarée sauf dans le cas d'une exagération manifeste et avérée de cette valeur, sous réserve que l'assureur apporte la preuve de cette exagération. Dans ce cas, la valeur sera déterminée à dire d'expert.

Pour les biens pour lesquels aucune valeur n'a été déclarée, la valeur sera déterminée à dire d'expert.

Section 3 - Expertise - Sauvetage

Si les biens ne sont pas assurés en valeur déclarée et que les dommages ne sont pas fixés de gré à gré, une expertise amiable contradictoire est toujours obligatoire sous réserve des droits respectifs des parties.

Chacune des parties choisit un expert. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le président du tribunal judiciaire ou du tribunal de commerce dans le ressort duquel le sinistre s'est produit. Cette nomination a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente faite au plus tôt quinze jours après l'envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée de mise en demeure avec avis de réception.

L'expertise après sinistre s'effectue, en cas d'assurance pour compte, avec le souscripteur du contrat.

L'assureur paie les frais et honoraires de son expert, de celui de l'assuré dans la limite du montant de garantie prévu aux conditions particulières, et s'il y a lieu, les honoraires du tiers expert et les frais de sa nomination.

Si, dans les trois mois à compter de la remise de l'état des pertes définitif, l'expertise n'est pas terminée, l'assuré a le droit de faire courir les intérêts par sommation. Si elle n'est pas terminée dans les six mois, chacune des parties peut procéder judiciairement.

Section 4 - Modalités d'indemnisation

Les garanties du présent contrat interviendront en première ligne pour tous les dommages assurés, les contrats souscrits par ailleurs par l'assuré ou par les divers prêteurs n'intervenant qu'en complément éventuel des présentes garanties.

La dépréciation après un sinistre garanti est couverte au titre du contrat.

Par dépréciation après sinistre, on entend la diminution de la valeur commerciale d'un bien assuré après restauration consécutive à un sinistre.

En cas de sinistre affectant un objet faisant partie d'un ensemble, l'indemnisation tiendra compte de la valeur propre de l'objet (ou partie de l'objet) sinistré, et, s'il y a lieu, de la valeur additionnelle résultant soit de la dépréciation à dire d'expert de l'ensemble dépareillé, soit du rattachement de l'objet à un ensemble.

Section 5 - Règlement des dommages et paiement des indemnités

Le paiement des indemnités doit être effectué dans les 30 jours de l'accord amiable. Ce délai ne court que du jour où l'assuré a justifié de ses qualités à recevoir l'indemnité et, en cas d'opposition, du jour de la mainlevée ou de l'autorisation de payer.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, l'indemnité due à l'assuré porte intérêt au taux légal à partir de l'expiration du mois qui suit la déclaration du sinistre. Si le préjudice n'est pas encore complètement chiffré à cette date, l'assuré peut demander le versement d'une provision égale au montant du dommage déjà établi. Le délai ne court pas tant que l'évaluation du dommage est retardée par la faute de l'assuré.

Section 6 - Inaliénabilité des collections

Il ne sera jamais fait délaissement au profit de l'assureur d'un bien assuré en provenance des collections publiques tant françaises qu'étrangères ou plus généralement d'une œuvre revêtant le caractère juridique d'inaliénabilité ou enfin d'une œuvre pour laquelle il a été conventionnellement imposé à l'assuré une exclusion de tout délaissement des œuvres assurées.

Dans l'hypothèse où, après perte ou vol, cette œuvre serait restituée, il sera dû remboursement à l'assureur du montant de l'indemnité qu'il aura pu verser avant la restitution, majorée des seuls intérêts légaux à compter de la date de restitution de l'œuvre.

Il reste entendu que les frais de restauration et de réparation rendus nécessaires après la restitution de l'œuvre ainsi que la dépréciation après sinistre seront pris en charge par l'assureur.

Section 7 - Subrogation - Renonciation à recours

L'assureur est subrogé, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'assuré contre tous responsables du sinistre.

Il renonce à tout recours contre les utilisateurs, gardiens, transporteurs, organisateurs, transitaires, entrepositaires, emballeurs, installateurs ou toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public à l'exclusion des recours engagés sur la base d'actes intentionnels, dolosifs ou de malveillance ou d'une faute inexcusable.

Section 8 - Prescription

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans.

Le délai commence à courir à compter du jour de l'évènement qui donne naissance à l'action (à compter du 31 décembre suivant cet évènement pour les contrats souscrits sur des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

Toutefois, le délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (citation en justice, commandement ou saisie, citation en conciliation devant le bureau de paix lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice, citation en justice, même devant un juge incompétent, l'interruption étant nulle et non avenue si l'assignation est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est rejetée, reconnaissance par le débiteur du droit du créancier) et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.